

Burundi : le pouvoir a demandé l'interruption des pourparlers avec l'opposition

@rib News, 19/07/2015 â€“ Source AFP Le gouvernement burundais a demandé à la médiation ougandaise une interruption du dialogue mené avec l'opposition et la société civile pour tenter de sortir le Burundi de la grave crise qu'il traverse, a annoncé dimanche le ministre de l'Intérieur. A 12H00 (10H00 GMT), aucun représentant du camp présidentiel (gouvernement, parti CNDD-FDD au pouvoir et alliés) n'était présent à l'hôtel de Bujumbura où se tiennent les discussions, qui n'avaient toujours pas repris, trois heures après l'heure prévue, a constaté un journaliste. Elles avaient été ajournées samedi en fin d'après-midi après des échanges houleux, le pouvoir accusant l'opposition d'être tous des putschistes, selon des participants. « Nous avons demandé au facilitateur une interruption du dialogue pour qu'on puisse se concerter sur la suite à réserver », a déclaré le ministre de l'Intérieur burundais Edouard Nduwimana dans une déclaration diffusée dans la nuit de samedi à dimanche. « Nous allons mettre à profit cette interruption (...) pour déterminer si nous continuons ce dialogue parce qu'il a été prouvé que pendant que nous étions en train de dialoguer d'autres étaient en train de préparer autre chose », a-t-il ajouté. En cause, un texte signé notamment par plusieurs représentants de l'opposition au dialogue, appelant à la création d'un Conseil national pour le respect de l'Accord (de paix) d'Arusha et de l'Etat de droit réunissant tous ceux, à l'intérieur et en exil, opposés à un troisième mandat de M. Nkurunziza. Une phrase de ce texte - que le gouvernement affirme avoir découvert samedi bien qu'il ait été largement diffusé depuis plusieurs jours - indique que ce futur Conseil saura pleinement jouer le rôle qui lui incombe comme garant de la légalité et des institutions du Burundi. Selon des participants aux discussions, les représentants du gouvernement ont qualifié samedi cette déclaration de continuation du putsch joué à la mi-mai au Burundi. A la télévision, M. Nduwimana a expliqué que dans cette déclaration, (les signataires) annoncent qu'ils vont prendre en main toutes les questions qui concernent le Burundi et faire respecter la loi. Il a estimé improbable que les dirigeants du gouvernement soient présents à la reprise des travaux, convoquée dimanche matin par le médiateur, le ministre ougandais de l'Intérieur Crispus Kiyonga qui le président Yoweri Museveni, mandaté par les pays de la Communauté est-africaine (EAC), a passé le relais jeudi. Nous ne pensons pas pouvoir être là à cette heure, car il y a les élections des administrateurs communaux, d'autres vont aller à la messe, et d'autres enfin ont des obligations sociales, a déclaré le ministre. Le processus est au point mort, a expliqué à l'AFP un cadre de l'EAC, se disant inquiet: la situation sécuritaire peut s'aggraver à tout moment. A l'hôtel des discussions, M. Kiyonga s'entretenait dimanche depuis le milieu de matinée avec le secrétaire-général de l'EAC, Richard Sezibera, selon des sources concordantes.